

**Point de presse de la porte-parole -
UE/Participation de M. Le Drian au
CAE - UE/Participation de Mme
Loiseau au CAG -
Migrations/Conférence
intergouvernementale sur le Pacte
mondial pour des migrations sûres,
ordonnées et régulières - Journée
internationale des droits de
l'Homme/70 ans de la Déclaration
universelle des droits de l'Homme -
Territoires palestiniens/Entretien de
M. le Drian avec M. Riyadh al-Malki
- ONU/UA/Signature d'une feuille
de route conjointe sur les opérations
africaines de paix - Russie/Décès de
Lyudmila Alexeyeva - Agenda
(Paris, 10 décembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au Conseil des affaires étrangères (Bruxelles, 10 décembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé aujourd'hui au Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles.

Les ministres ont eu des échanges de vues sur les principaux sujets suivants :

- Iran : à notre initiative et à celle de nos partenaires allemand et britannique (format dit "E3"), une discussion a permis de rappeler l'attachement de l'Union européenne au JCPoA dont la mise en oeuvre relève du respect des accords internationaux et est essentielle à la sécurité internationale. Elle a été l'occasion de faire le point sur les efforts visant à préserver et à maintenir des circuits financiers opérationnels avec l'Iran, pour que ce pays continue de bénéficier des contreparties économiques de l'accord pourvu qu'il continue de respecter intégralement ce dernier. M. Jean-Yves Le Drian a rappelé notre approche, alliant ouverture au dialogue et exigence vis-à-vis de Téhéran, et notre souhait d'une discussion sur le programme nucléaire iranien après 2025-2030, sur le rôle régional de l'Iran, ainsi que sur la limitation de ses activités balistiques alors qu'il a procédé à un nouveau tir de missile balistique de moyenne portée le 1^{er} décembre dernier.

- Ukraine : les ministres ont échangé sur la situation en Ukraine, à la suite du grave incident naval avec la Russie intervenu le 25 novembre en mer Noire, au Sud du détroit de Kertch. Ils ont appelé les deux parties à la retenue et à la désescalade, en demandant notamment la libération des marins et les navires saisis par la Russie. Ils se sont entretenus avec le ministre ukrainien des Affaires étrangères, M. Pavlo Klimkine et lui ont réaffirmé le soutien constant de l'UE à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. M. Jean-Yves Le Drian a informé le Conseil des derniers travaux en format Normandie (Allemagne, France, Russie, Ukraine) et de la mise en oeuvre des accords de Minsk. Le Conseil a adopté enfin des sanctions individuelles à l'encontre des neuf principaux responsables de l'organisation des "élections" irrégulières dans le Donbass, le 11 novembre dernier.

- Balkans occidentaux : les ministres ont eu un échange notamment sur la dégradation du dialogue entre la Serbie et le Kosovo, sur les enjeux liés à l'entrée en vigueur de l'accord de Prespa sur le nom de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, ainsi que sur la situation en Bosnie-Herzégovine. Cette discussion a permis également de faire le point sur la mise en oeuvre des mesures adoptées au Sommet UE-Balkans de Sofia (mai 2018) en faveur de la jeunesse, de la sécurité, de la connectivité et de l'Etat de droit.

- Venezuela : les ministres ont évoqué la crise politique et humanitaire et ses répercussions sur les pays voisins. Les ministres ont discuté des modalités de l'engagement de l'UE face à cette crise et notamment de la création d'un groupe de contact pour la reprise du dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition politique, avec la coopération des organisations régionales.

- Coopération entre l'Union européenne et l'Union africaine : les ministres ont abordé le partenariat entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), en amont de la réunion ministérielle prévue le 21 janvier prochain. Le ministre a insisté sur l'utilité du dialogue entre l'UE et l'UA pour la paix et la sécurité en Afrique, ainsi que pour la promotion d'un multilatéralisme fort et efficace face aux enjeux globaux, parmi lesquels figurent les objectifs du développement durable, la lutte contre les dérèglements climatiques et les migrations. Il a souligné que l'accroissement des investissements doit constituer un volet important de notre relation avec l'Afrique. M. Jean-Yves Le Drian a rappelé son attachement à la négociation du futur accord "post-Cotonou" entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

2 - Union européenne - Participation de Mme Nathalie Loiseau au Conseil des affaires générales (Bruxelles, 11 décembre 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, participera demain à la réunion du Conseil des ministres de l'Union européenne (Affaires générales) à Bruxelles.

Les travaux des ministres porteront sur les principaux points suivants :

- Budget de l'Union européenne 2021-2027 : les ministres prépareront la première discussion des chefs d'Etat et de gouvernement qui aura lieu lors du Conseil européen des 13 et 14

décembre prochains. La ministre saluera l'avancée des travaux conduits sous la présidence autrichienne, mais rappellera que des progrès doivent encore être accomplis sur plusieurs points qui ne vont pas encore assez loin : création de nouvelles ressources propres de l'Union européenne, en particulier liées à l'environnement ; mise en place de conditionnalités à l'attribution des fonds européens, relatives au respect de l'Etat de droit et des engagements en matière migratoire, fiscale et sociale. La ministre rappellera les autres priorités que nous portons sur les enjeux majeurs de la négociation budgétaire : soutien aux nouvelles priorités sans porter atteinte à la politique agricole commune ; suppression immédiate des rabais.

- Préparation du Conseil européen des 13 et 14 décembre : Mme Loiseau rappellera nos attentes sur les autres sujets prioritaires qui seront soumis aux chefs d'Etat et de Gouvernement en décembre : résultats des consultations citoyennes, sécurité et défense, réforme du régime d'asile européen commun - notamment du règlement Dublin - et lutte contre le changement climatique.

- Union économique et monétaire : la ministre insistera sur l'objectif du sommet de la zone euro de décembre, qui est de donner un mandat clair à l'Eurogroupe pour avancer sur la mise en place d'instruments budgétaires de la zone euro.

- Etat de droit - Pologne : les ministres procéderont à la troisième session de l'audition de la Pologne, au titre de la procédure prévue à l'article 7 paragraphe 1 du traité sur l'Union européenne. La ministre s'exprimera conjointement avec son homologue allemand. Elle saluera les récentes mesures prises par les autorités polonaises pour se conformer à l'ordonnance de la Cour de justice de l'Union européenne du 19 octobre dans le cadre de la réforme sur la Cour suprême, tout en soulignant qu'il ne s'agit que d'un seul volet de la réforme judiciaire, qui, dans son ensemble, continue de susciter des préoccupations relatives au respect de l'Etat de droit.

- Etat de droit - Hongrie : la situation sera évoquée pour la troisième fois au Conseil affaires générales depuis le déclenchement, à l'initiative du Parlement européen, de la procédure prévue à l'article 7 du traité sur l'Union européenne. L'échange de vues permettra de demander que le Conseil se saisisse de cette demande du Parlement européen. Mme Loiseau indiquera que nous partageons un grand nombre de préoccupations avec les autres institutions européennes, s'agissant par exemple de la réforme de l'enseignement supérieur et de la situation particulière de l'Université d'Europe centrale qui a récemment confirmé son intention de relocaliser son activité à Vienne à compter de la rentrée prochaine du fait de cette réforme.

3 - Migrations - Conférence intergouvernementale sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Marrakech, 10-11 décembre 2018)

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières a été adopté aujourd'hui par 162 Etats lors de la conférence de Marrakech à laquelle le Secrétaire d'Etat, M. Jean-Baptiste Lemoyne, représentait la France.

La France a soutenu l'adoption de ce pacte car les migrations sont aujourd'hui un phénomène global qui doit être maîtrisé par les Etats dans le cadre d'une coopération internationale plus

efficace entre pays d'origine, de transit et de destination. C'est dans cette perspective que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières répertorie un ensemble de bonnes pratiques dont les Etats peuvent s'inspirer pour conduire leur politique migratoire dans le respect de leurs exigences nationales. Non contraignant, le Pacte est une déclaration qui ne crée strictement aucune obligation juridique. Il ne crée pas non plus un droit nouveau pour les migrants mais rappelle les droits fondamentaux qui sont les leurs, tels qu'ils sont notamment définis par la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Conformément à la position française, le Pacte rappelle la spécificité du statut de réfugié et consacre une distinction claire entre migrants légaux et illégaux. Il établit en outre que la souveraineté nationale est le "principe directeur" qui permet aux Etats d'assurer le contrôle de leurs frontières dans le respect de leurs engagements internationaux. Sur cette base, le pacte invite les Etats à lutter contre l'immigration irrégulière en démantelant les filières illégales de migration et en encourageant les pays d'origine à assurer un contrôle effectif de leurs frontières et à faciliter le retour et la réintégration des migrants en situation irrégulière. Il invite également les Etats à préserver des voies de migration légales et à favoriser l'intégration de ceux qui les empruntent dans les sociétés d'accueil. Il souligne enfin la nécessité de traiter les causes profondes des migrations en investissant davantage dans le développement des pays d'origine, en y encourageant la bonne gouvernance et en tenant compte de l'apparition de nouvelles causes de migration telles que le changement climatique.

Fidèle à ses valeurs, attachée au respect du droit et soucieuse d'efficacité, la France continuera d'agir en faveur d'une plus grande coopération internationale en matière migratoire.

4 - Journée internationale des droits de l'Homme - 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (10 décembre 2018)

70 ans après l'adoption de la déclaration universelle des droits de l'Homme au Palais de Chaillot à Paris, la France réitère son attachement à la déclaration de 1948 et à l'universalité des principes qu'elle énonce. Comme le Ministre l'a affirmé aux Nations unies en septembre dernier, il s'agit d'un "bien commun" de l'humanité que la France est prête à défendre et est déterminée à faire vivre.

En cette date anniversaire, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a organisé deux événements au Quai d'Orsay :

- M. Jean-Yves Le Drian a invité aujourd'hui Mme Dunja Mijatobic, commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, et des personnalités engagées pour la défense des droits de l'Homme, à venir débattre et témoigner de l'actualité des droits de l'Homme. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a annoncé à cette occasion les grandes orientations d'une nouvelle stratégie internationale de la France en matière de droits de l'Homme. Cette stratégie a été préparée en concertation avec la société civile. Une exposition de dessins de presse du réseau international de dessinateurs, Cartooning for Peace, réalisée avec le soutien du Conseil de l'Europe, a été présentée pour la première fois à l'occasion de cette manifestation.

- un colloque scientifique consacré à la déclaration de 1948 et à l'un de ses principaux

rédacteurs, René Cassin, est organisé les 11 et 12 décembre par la direction des archives du ministère en partenariat avec le Conseil d'Etat. Des documents méconnus ou récemment ouverts à l'accès du public seront présentés.

70 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, l'actualité internationale est marquée par une régression des droits de l'Homme dans le monde, notamment la résurgence des crimes de guerre prenant pour cibles privilégiées les femmes et les personnes appartenant aux minorités ethniques et religieuses, ainsi que le rétrécissement de l'espace accordé aux libertés et à la société civile dans de nombreux pays. La France ne s'y résout pas et continuera d'oeuvrer avec ses partenaires internationaux pour défendre la primauté et l'universalité des droits de l'Homme face à toutes leurs remises en cause.

C'est la raison pour laquelle la France agit en faveur du renforcement du système international de promotion des droits de l'Homme et sera candidate à un siège au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies pour 2021-2023. Elle continuera aussi de défendre la mise en oeuvre de la déclaration de l'Assemblée générale des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'Homme, 20 ans après son adoption. Elle poursuivra en outre son action en faveur des priorités suivantes : le respect des droits des femmes, solennellement marqué par la remise du prix Nobel de la paix aujourd'hui à Mme Nadia Murad et au Dr. Denis Mukwege ; la lutte contre l'impunité des auteurs de violation des droits de l'Homme et l'adhésion de tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait au statut de Rome ; la fin des détentions arbitraires et des disparitions forcées. Elle agira enfin pour étendre les droits de l'Homme à des champs nouveaux, tels que l'espace numérique, et restera engagée pour l'abolition universelle de la peine de mort.

5 - Territoires palestiniens - Entretien de M. Jean-Yves le Drian avec M. Riyad al-Malki (Paris, 7 décembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères a reçu le 7 décembre 2018 son homologue palestinien, M. Riyad al-Malki. Les ministres se sont entretenus de la situation régionale au Moyen-Orient, et plus particulièrement de l'urgence de restaurer une perspective de paix tangible entre Palestiniens et Israéliens, dans le cadre des paramètres internationaux agréés.

Les deux ministres ont fait le point sur la situation à Jérusalem, en Cisjordanie et à Gaza. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a déploré la poursuite des travaux de colonisation qui alimente la violence et compromet un règlement politique du conflit israélo-palestinien. Il s'est inquiété du niveau des tensions à Gaza et de la crise humanitaire à laquelle fait face la population de ce territoire. Il a invité son homologue à poursuivre les efforts dans le sens de la réconciliation inter-palestinienne.

La France poursuit avec détermination, au côté de ses partenaires et avec l'ensemble de la communauté internationale, l'objectif d'un Etat palestinien, vivant dans la paix et la sécurité au côté de l'Etat d'Israël, au sein de frontières internationalement reconnues, et avec Jérusalem pour capitale des deux Etats. Elle continuera d'accompagner, à travers l'approfondissement de sa coopération bilatérale, la construction du futur Etat.

À cet effet, plusieurs accords structurants ont été conclus à l'issue de cet entretien entre les deux ministres. Ils portent sur le soutien aux institutions palestiniennes ; la gouvernance locale et la coopération décentralisée ; le développement des petites et moyennes entreprises (PME) ; l'éducation des jeunes ; le développement local ; l'environnement et la gestion de l'eau.

6 - Nations unies - Union africaine - Signature d'une feuille de route conjointe sur les opérations africaines de paix (6 décembre 2018)

La France salue la signature, le 6 décembre 2018, par le Secrétaire général des Nations unies et le président de la Commission de l'Union africaine, d'une feuille de route conjointe sur la coopération entre l'Union africaine et les Nations unies sur les opérations africaines de paix.

La France se réjouit de la mise en oeuvre du Fonds de l'Union africaine pour la paix et de son abondement à hauteur de 73 millions de dollars par 44 Etats africains.

Elle salue également l'adoption des politiques de l'Union africaine sur la conduite et la discipline, ainsi que sur la prévention et la réponse à l'exploitation et aux abus sexuels dans le cadre de ses opérations de paix, le 29 novembre dernier, par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Ces opérations africaines de paix constituent une réponse pertinente à un besoin important en termes de paix et de sécurité en Afrique. Elles témoignent de la volonté de l'Union africaine de s'impliquer toujours davantage sur ce sujet, en lien avec le Conseil de sécurité des Nations unies.

Ces progrès confirment l'opportunité de l'adoption, avant la fin de l'année, d'une résolution ambitieuse du Conseil de sécurité sur les futures opérations africaines de paix. La France soutient résolument ses partenaires africains du Conseil de sécurité en ce sens.

7 - Russie - Droits de l'Homme - Décès de Lyudmila Alexeyeva (8 décembre 2018)

La France a appris avec tristesse le décès de Lyudmila Alexeyeva, figure emblématique du mouvement russe des droits de l'Homme, décédée à Moscou le 8 décembre dernier. La France adresse ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Lyudmila Alexeyeva a consacré sa vie au service de la défense des droits de l'Homme en Union soviétique puis en Russie, avec un courage qui lui valait un respect unanime en Russie comme à l'étranger. Dissidente soviétique et cofondatrice du Groupe Helsinki de Moscou, elle a connu l'exil avant de pouvoir rentrer en Russie en 1993. C'était une voix critique et intransigeante sur tous les sujets sociétaux et politiques importants, mais elle était aussi un acteur incontournable du dialogue entre le pouvoir et la société russe.

Lauréate du prix Sakharov pour les droits de l'Homme et de nombreux autres, son nom a été cité à plusieurs reprises pour le prix Nobel de la paix. Lyudmila Alexeyeva était officier de la Légion d'Honneur.

8 - Agenda du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'Etat du 10 au 16 décembre 2018 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 10 décembre

Conseil des affaires étrangères, Bruxelles

17h15 - 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme

19h - Entretien avec Mme Nadine Girault, ministre québécoise des relations internationales et de la Francophonie

Mardi 11 décembre

9h - Entretien avec M. Heiko Maas, ministre allemand des affaires étrangères

10h30 - Réunion ministérielle sur l'initiative franco-allemande pour la lutte contre les trafics d'armes à feu dans les Balkans occidentaux

15h45 - Entretien avec M. Song Tao, ministre du département des liaisons internationales du comité central du parti communiste chinois

Mercredi 12 décembre

9h - Conseil restreint de défense

10h - Conseil des ministres

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

17h - Audition par la commission des affaires étrangères, Assemblée nationale

Jeudi 13 décembre

10h30 - Entretien M. Miroslav Lajčák, ministre slovaque des affaires étrangères

16h - Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD)

Vendredi 14 décembre - Samedi 15 décembre

Déplacement en Inde

Mme Nathalie LOISEAU

Lundi 10 décembre

16h - Discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, Assemblée nationale

Mardi 11 décembre

Conseil des Affaires générales, Bruxelles

Mercredi 12 décembre

10h - Conseil des ministres, Elysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

Jeudi 13 décembre

Conseil européen, Bruxelles

Vendredi 14 décembre

Conseil européen, Bruxelles

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 10 décembre

Conférence intergouvernementale sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, Marrakech

Mardi 11 décembre

9h40 - Entretien avec Mme Nadine Girault, ministre québécoise des relations internationales et de la Francophonie, Convention

12h30 - Entretien avec M. Christian Prudhomme, président du " Tour de France ", Convention

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

17h - Audition par les commissions des affaires économiques, des affaires européennes et du développement durable, Assemblée nationale

Mercredi 12 décembre

9h - Entretien avec Mme Anousheh Karvar, déléguée du gouvernement au conseil d'administration de l'organisation internationale du travail, chargée du suivi des politiques travail/emploi au G7 et au G20, Convention

10h - Conseil des Ministres, Elysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

Jeudi 13 décembre

8h45 - Entretien avec M. José Ulisses Correia e Silva, Premier ministre du Cap-Vert, Paris

13h - Déjeuner avec M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

17h - Signature du contrat d'objectifs entre Agence française de développement médias (CFI) et le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Issy les Moulineaux./.